



JOURNÉE **3 MAI**
DGFIP **FERMÉ**
MORTE

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

Clairement, la DGFIP et ses missions se trouvent dans le viseur du Comité d'Action Publique 2022.



**40 % D'AGENTS
 EN GRÈVE
 LE 22 MARS**

Le 22 mars dernier, les personnels et les organisations syndicales signataires de l'appel ont envoyé un signe fort à la Direction Générale avec près de 40 % de grévistes et des pointes au dessus de 60 % dans certaines directions locales.

En plaçant la DGFIP en pointe de la mobilisation dans l'ensemble de la Fonction Publique, nous avons collectivement exprimé notre exaspération et nos inquiétudes sur le devenir de nos missions.

En effet, la DGFIP, plus qu'aucune autre administration, n'en finit plus de subir suppressions d'emplois et réorganisations incessantes.



**97 % DES SUPPRESSIONS
 D'EMPLOIS POUR
 4,5 % DES EFFECTIFS
 DE LA FONCTION
 PUBLIQUE D'ETAT**

A titre d'exemple, le volume des suppressions d'emplois à la DGFIP au titre de la Loi de finances pour 2018 représente l'équivalent de la totalité des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État.

Plus que d'autres, les agents des Finances Publiques ont démontré leur engagement au service de la collectivité et leurs facultés d'adaptation dans un environnement en perpétuelle mutation.

Depuis trop longtemps, nous subissons une dégradation constante de nos conditions de travail qui, malgré nos efforts quotidiens, aboutit à accepter

contraints et forcés de rendre un service de moindre qualité.

Et, toujours au nom de la désormais tristement célèbre exemplarité des services, il faudrait que nous acceptions maintenant l'abandon de certaines missions au motif que d'autres seraient en situation de les remplir mieux que nous et surtout à moindre coût pour l'État.

Pour l'État peut-être, encore que cela reste à démontrer, mais certainement pas pour les usagers et contribuables, cette réalité étant toujours soigneusement occultée par les tenants du « toujours moins d'État ».



**DE NOMBREUSES
 ACTIONS
 DE PROTESTATIONS
 DANS LES DÉPARTEMENTS**

Dans le prolongement de la grève du 22 Mars, de nombreuses actions de protestations contre les réflexions en cours dans le cadre d'Action Publique 2022 ont démarré dans les départements. Elles peuvent prendre des formes diverses allant du boycott des Comités techniques locaux, aux grèves tournantes par sites en passant par la diffusion de tracts aux usagers et l'envoi de lettres aux élus locaux et aux directeurs locaux.

Il est maintenant nécessaire d'amplifier le rapport de force et de le maintenir dans la durée.



**LE 3 MAI
 PAS UN POSTE
 PAS UN SERVICE
 OUVERT**

C'est pourquoi, le 3 Mai, pas un poste ou service ne doit rester ouvert. Et le 22 mai, il faudra aussi tenir notre place dans la grève Fonction Publique.

Être visible en tant que DGFIP le 3 mai et visible au sein de la Fonction Publique le 22 mai et entre ces deux dates maintenir la pression par des actions locales les 15 et 17 mai.



LE PRIX DE LA SAUVEGARDE DE TOUTES NOS MISSIONS

C'est le prix à payer pour la sauvegarde de nos missions.

Cinquante mille suppressions d'emplois dans la Fonction publique d'État sont programmées pour les 4 ans à venir.

Dès lors que ni la police ni l'éducation nationale, ni la défense ni non plus la justice ne seraient concernées, leurs missions étant considérées comme prioritaires, que reste-il à part la DGFIP ?

Il ne s'agit pas d'entrer en lutte contre nos collègues des autres administrations de l'État, bien au contraire.

Il s'agit de faire comprendre à tous que l'administration chargée d'encaisser les recettes publiques et

de payer les dépenses publiques ne peut continuer à servir de variable d'ajustement budgétaire sauf à compromettre à terme toute politique publique digne de ce nom.



DÉFENDRE LA DGFIP C'EST DÉFENDRE LA RÉPUBLIQUE

Comment peut-on raisonnablement prétendre lutter contre la fraude fiscale en diminuant les moyens de notre administration ?

Comment peut-on améliorer le conseil aux collectivités territoriales en augmentant sans cesse le nombre de collectivités gérées par un même comptable ?

Comment peut-on améliorer l'expertise et la qualification des personnels en réduisant le temps consacré à la formation ?

Comment peut-on encore prétendre améliorer le niveau des recettes de l'État en confiant la collecte de l'impôt sur le revenu aux employeurs avec toutes les risques que cela comporte ?

Le 3 mai, toutes et tous en grève pour :

- ➔ Le maintien de toutes nos missions et l'attribution des moyens humains et techniques le permettant.
- ➔ L'amélioration de nos conditions de travail
- ➔ Un vrai bilan des réformes et de leur impact sur les conditions de travail et la qualité de service
- ➔ L'arrêt des suppressions d'emplois
- ➔ La reconnaissance concrète de nos qualifications.

Le 3 mai, collectivement, nous montrerons ce que serait le pays sans la DGFIP. Plus nous serons nombreux, plus nous serons entendus. Le 3 mai, nous montrerons que, plus que jamais, nous en avons **MARRE D'ÊTRE EXEMPLAIRES** ou plutôt que nous voulons bien l'être sur la qualité mais pas sur la destruction de nos missions.



JOURNÉE
DGFIP
MORTE



**TOUTES ET TOUS
EN GRÈVE**